

Front de Gauche : alternance ou alternative ?

Le résultat du premier tour des élections présidentielles a vu le succès relatif du Front de Gauche représenté par Jean Luc Mélanchon. La personnalité du candidat, ses talents d'orateur, un certain charisme, le rôle qu'il a joué lors du référendum de 2005, sa rupture avec le PS, ont largement contribué à ce succès. Certes une semaine avant, les sondages lui donnait au moins 15% et il n'a eu que 11,5. Mais les sondages sont ce qu'ils sont, des indicateurs, au bout du compte, il réalise le meilleur score fait par un candidat soutenu par le PCF depuis 1988, et il est loin devant le résultat de Marie Georges Buffet en 2007, des objectifs qu'avancait le FG en début de campagne (8%), sans parler des sondages (6%). Ce qui a marqué cette campagne ce sont les rassemblements de masse auxquels cela a donné lieu, y compris quand ce n'était qu'une retransmission en direct sur grand écran d'un meeting ayant lieu à l'autre bout du pays. Jeunesse, dynamisme, une certaine combativité, bref tout y était, ou plutôt tout semblait y être. Même des forces, que l'on a connu plus « gauche » dans d'autres temps (PCOF), ou certains ayatollahs de la « pureté bolchévique » (la Coordination communiste du nord) y sont allés de leur faible force ! Or justement, le Front de Gauche en tant qu'il est ce qu'il est, une coalition de forces politiques avec un programme, mérite qu'on y regarde à deux fois, même si comme Karl Marx (Critique du Programme de Gotha) nous sommes persuadés que « Tout pas accompli, tout mouvement réel, est plus important qu'une douzaine de programmes ». La question c'est la direction du pas accompli, et ... visiblement ce n'est pas la bonne !

Car à quoi les travailleurs, la masse du peuple sont-ils confrontés aujourd'hui ? A une crise profonde, sans perspective d'en sortir sans que la cause de cette crise, sa racine ne soit clairement définie. Ce n'est pas une crise conjoncturelle. Ce n'est pas une crise partielle, une crise sectorielle, une crise des bulles spéculatives, de la dette ... Bien sûr que ces éléments existent, mais ils ne sont que la manifestation symptomatique de la crise d'un système, le système capitaliste, qui pourrait sur place et est dans l'incapacité à trouver des réponses pour ne serait-ce que surmonter provisoirement celle-ci. Certes il y a la guerre, mais l'expérience a montré qu'elle repousse les échéances, mais qu'elle ne résout pas le problème sur le fond. Le fait est que le stade impérialiste du développement capitaliste est son stade suprême. Cela peut durer des décennies, cela peut connaître des périodes où il y a des rémissions, mais le cancer qui ronge le système est à l'œuvre : le taux de profit tend à une baisse qui ne permet pas la valorisation attendue du capital, la masse des capitaux disponibles ne trouvent pas à se réaliser convenablement, cherchant dans la spéculation des profits faciles et immédiats, au détriment de la création de valeur et aggravant par là même la crise du système. C'est la contradiction qui arrive à un niveau insupportable entre le caractère social de la production et son appropriation privée. Les régulations mises en place à la suite de la crise de 1929 ne sont plus satisfaisantes du point de vue du capital monopoliste, et les régulations alternatives (dites néolibérales) se sont épuisées à une vitesse stupéfiante (trente ans). C'est pourquoi, dès que le capitalisme a eu remporté la victoire de ses rêves en renversant le socialisme en URSS et en Europe, il s'est engagé dans une contre-offensive générale pour récupérer tout ce qui avait été concédé au mouvement ouvrier depuis 1917 et plus particulièrement depuis 1945, et avait contribué au redémarrage et au maintien du système à l'ouest de l'Europe.

Insistons : ce ne sont pas de mauvaises politiques, pas même le néolibéralisme, qui sont en cause, c'est la logique du système qui se manifeste au travers de ces politiques, logique qui veut que le travail soit pressuré comme une éponge pour rendre gorge au Capital ! C'est donc l'exploitation capitaliste le responsable de la crise. C'est donc à l'exploitation capitaliste qu'il faut s'attaquer et à la domination de la classe qui domine : la bourgeoisie monopoliste, l'oligarchie financière. Elle domine grâce à son appareil d'Etat qu'il faut briser (c'est un processus qui peut prendre du temps, mais qui est incontournable).

Cette problématique posée, que nous dit le Front de Gauche ? La « gauche », la « gauche », un peu comme Harpagon réclamant « Ma cassette, ma cassette » ! A certains moments dans l'histoire cette notion a pu signifier quelque chose. Il s'agissait alors de faire front face une offensive particulièrement réactionnaire de la classe dominante : l'Affaire Dreyfus, le Front Populaire, la Libération, le coup d'Etat gaulliste... Mais de fait le mouvement révolutionnaire avait considéré, tout comme pendant la Résistance avec les forces nationales, qu'à ces moments là son propre intérêt était justement de s'allier ponctuellement, soit avec des forces bourgeoises hostile à la réaction avant 1914, soit au courant réformiste après 1918 (déjà de fait intégré au cadre politique de la bourgeoisie monopoliste et en constituant... l'aile gauche). Cela se traduisait pour le mouvement révolutionnaire par un détour politique : momentanément la question n'était plus directement la Révolution, **mais de faire avancer le mouvement révolutionnaire**. Et donc quelque part le réformisme, mais aussi la bourgeoisie y ont trouvé leur compte.

Aujourd'hui, on l'a vu, l'analyse nous conduit au fait que la question de l'alternative, c'est celle du socialisme, régime social appelé à renverser et à remplacer le capitalisme pour construire une société communiste. Dès lors "la gauche" c'est quoi ? La capitulation plus ou moins complète devant la bourgeoisie monopoliste : les dirigeants du FG disent eux-mêmes qu'ils n'ont aucune confiance dans le PS (il était temps après les expériences amères faites par les travailleurs et les démocrates avec les gouvernements de... gauche !). Ils nous proposent quoi ? La Gauche, c'est à dire le PS, sans doute repentant, avec eux ! Mais alors pourquoi ? Eh bien relisez le programme du Front de Gauche, et l'excellente analyse que nous en avons fait¹. Parce que fondamentalement ce programme (carrément caricatural au niveau des tracts des candidats aux législatives) est un programme au mieux pour faire rêver les dirigeants petits bourgeois qui dirigent ce Front de gauche. Pas une fois n'est mise en avant la nécessité de renverser le capitalisme, de s'affronter au Capital. Demain, on rase gratis ! Pas question de toucher à la propriété des moyens de production et d'échange ; on partagera simplement mieux la richesse grâce à une réforme de l'impôt ! Et avec ça on nous promet la réindustrialisation du pays, la lutte contre le chômage, l'augmentation des salaires, et la défense de l'environnement... et de régler le problème de la dette (dont la réalité et la légitimité n'est pas mise en cause sur le fond) en ne payant ... que ce que l'on doit. Concrètement nous payerons la dette que le Capital a créé pour accentuer son financement public, mais en demandant à l'oligarchie financière une petite pièce et en réformant la Banque Centrale Européenne pour qu'elle devienne ... le Mont de Piété ou presque ! Ecrasé M. Dühring², immortalisé par Engels comme l'expression même du philistin à prétention socialiste ! Nous voilà avec un Front de Gauche, dont manifestement le rêve est de supplanter le PS comme gauche de la bourgeoisie monopoliste, qui réclame que l'oligarchie financière se rallie à « l'humain d'abord » !

La direction du PCF au travers de l'opération FG est conséquente avec ses orientations. Dès la victoire de la contre-révolution dans les pays socialistes, elle avait prétendu « théoriser » celles-ci. Ainsi elle prétend, dès 1993, que la social-démocratie comme le mouvement communiste, auraient échoué dans leur tentative d'en finir avec le capitalisme ! C'est proprement se moquer du monde : la social-démocratie n'a jamais voulu en finir avec le capitalisme, mais s'est ralliée à la défense du système en prétendant l'améliorer par le dialogue social. Or n'est-ce pas ce que nous propose le FG, quand il ne touche pas au Capital, mais qu'il lui demande de participer au frais ?

Il est vrai que le FG a axé sa campagne sur la convocation d'une Constituante pour une sixième République. A l'URCF on a été pionnier sur ce mot d'ordre, nous sommes donc intéressé. Mais même ici on ne saurait être moins prudent que lorsqu'on traverse un passage à niveau : un train peut en cacher un autre !

D'une part, il y a les conditions de la convocation : convocation révolutionnaire alliant démocratie directe (avec des comités de discussion populaire par exemple) et représentative, ou convocation réactionnaire (une assemblée convoquée ensuite, les électeurs rentrent chez eux et attendent bien sagement). Et qui assumera la direction politique pendant cette période : l'assemblée nationale de la V^e, le Président de la V^e ? Tant qu'à faire d'égrener, pour faire des effets de manches, des références à la Révolution Française, il serait bon de se rappeler que la Convention exerçait la plénitude des pouvoirs institutionnels !

D'autre part si l'on ne s'attaque pas aux monopoles capitalistes, aux mécanismes qui les associent par tout un réseau d'organismes à la gestion de l'Etat pour promouvoir les intérêts monopolistes, la VI^e République annoncée ne saurait être autre chose qu'une mise en scène pour rafistoler un système décrépît. Or on ne saurait prétendre s'y attaquer sans rompre avec l'Union européenne, la BCE, le FMI et la banque mondiale et, bien sûr, dans cette perspective, sans le retour à la maîtrise monétaire par la souveraineté populaire. Mais là le masque tombe : les dirigeants du FG nous l'ont dit et répété : l'UE est la voie unique ! Il faudrait la réformer en lui adjoignant un volet social, la social-démocratie ne dit pas autre chose, mais sans toucher au reste ! Bref on laisse en place cette machine intégrée à l'appareil d'Etat de chacun de ses composants. On aménage donc pour que le Grand Capital puisse lui aussi mettre « l'humain d'abord » !

Si le FG réclame le retrait de la France de l'OTAN on aimerait connaître sa position sur l'Alliance Atlantique qui en est la structure politique. Refaire du gaullisme ce n'est pas engager une remise en cause de la domination impérialiste et de rupture avec le capital. Au contraire ! Relisez le discours de J.L. Mélançon où il regrette d'avoir demandé une intervention en Lybie (au Parlement Européen !) au motif

¹ Vous pouvez la commander pour 5 € port inclus en écrivant à Intervention Communiste.

² Allusion au livre d'Engels "*L'Anti-Dühring*" ou "*M. Dühring bouleverse la science*". Le livre value à Dühring la notoriété sans laquelle il aurait sombrer dans l'oubli ! Ce livre est à lire et à relire, car étrangement les divagations socialisantes se répètent comme le révisionisme !

qu'il n'aurait pas su que c'était l'OTAN qui s'en chargerait, et qu'il croyait que ce serait ... l'Union Européenne ! Si l'on comprend bien, Mélanchon ne comprendrait pas que l'UE et l'OTAN depuis toujours sont indissociables et participent du même mécanisme assurant la domination de l'oligarchie financière sous la férule de l'impérialisme américain. On nous permettra d'être sceptique. Ou bien, qu'il est purement et simplement pour un OTAN sans les Etats Unis, STRUCTURE MILITAIRE DE LA SEULE OLIGARCHIE FINANCIÈRE EUROPÉENNE. Mais dans tous les cas le Front de Gauche (l'attitude vis à vis de la Lybie et de la Syrie le montre) défend les positions de l'impérialisme français. Et qu'en pense la Coordination Communiste du Nord ?

En réalité le Front de Gauche n'a d'autre ambition que la recomposition d'une force social-démocrate renouée, débarrassé de ses oripeaux qui ne font plus recette pour mieux ... les renfiler à terme, car, nouvelle ou pas, la social-démocratie est condamnée à être le jouet du Capital monopoliste pour empêcher la révolution et permettre l'exploitation du travail par le Capital. Il y a là un projet politique dont le Parti de la Gauche Européenne est la pièce maîtresse. Créé dans le cadre institutionnel de l'Union européenne, financé par cette dernière en échange du reniement de l'histoire du mouvement communiste international, de la condamnation de l'expérience de l'URSS et des Etats socialistes européens, et de l'acceptation de l'Union européenne, le PGE, est actuellement présidé par Pierre Laurent, et JL. Mélanchon appartient à sa direction. En Grèce, il est représenté par la coalition anticommuniste hétéroclite SYRISA; au Portugal il est représenté par le « Bloc des Gauches ». Aussi bien SYRISA que le Bloc des Gauches combattent les partis communistes, participent aux campagnes anticommunistes et pour le premier aspire à prendre la place du PASOK social-démocrate, le second à être le marche-pied du PS portugais ! Ils participent tous les deux, et avec le soutien du PGE et donc du FG, à l'objectif stratégique des forces au service du Capital : « faire implorer le PC pour le réformer sur de nouvelles bases et donner à la gauche ... sa juste position dans la société ». En France il faut reconnaître que l'opération a été menée de main de maître par ... les directions successives du PCF depuis 1976 !

Pour sortir du capitalisme en crise c'est une toute autre politique dont les travailleurs, les masses populaires ont besoin. Une politique qui s'attaque à la propriété capitaliste des moyens de production et d'échange, à la domination du Capital, qui brise avec l'Union Européenne, qui satisfasse les revendications populaires, qui pose à chaque moment la question du renversement de l'exploitation de l'homme par l'homme... C'est là la tâche des communistes, au-delà de l'URCF. Il faut donc travailler à la reconstruction du mouvement révolutionnaire, à la reconstruction d'un parti communiste s'appuyant sur le marxisme-léninisme et l'internationalisme prolétarien, œuvrer à l'unité d'action des communistes. C'est une tâche urgente pour mettre en échec cette nouvelle tentative d'intégrer la classe ouvrière que constitue l'émergence du PGE dans l'UE et ses filiales locales (Syrisa, Bloc des gauches, Izquierda Unida, Front de Gauche, Links...) et pour permettre que la lutte des classes aille jusqu'au bout : la révolution et la construction du socialisme vers le communisme !

Maurice Cukierman